

« JE VEUX DIRE MON INDIGNATION... »

Cette expression est celle d'une femme qui a choisi avec d'autres femmes d'écrire au Président de la République pour attirer son attention sur la situation des **Papeteries de Condat**, où il est prévu que 139 postes soient supprimés... Comme elles l'ont précisé dans leur lettre, « *Ce ne sont pas que 139 hommes qui risquent d'être licenciés, ce sont 139 familles qui vivent avec cette angoisse* » !

Je partage l'indignation de ces femmes et de ces hommes, celle de leurs familles, celle aussi des habitants du Lardin St Lazare, de Condat sur Vézère et de la région... Car les licenciements annoncés mettent en jeu l'équilibre humain et économique de cette partie du Périgord, dans un contexte de crise qui nous amène trop souvent à constater tristement que l'être humain est devenu un bien de consommation parmi tant d'autres, un bien de consommation que l'on peut utiliser puis jeter si le profit l'exige !

Avec tous ceux qui sont touchés de plein fouet par ce primat du profit à tout prix au détriment du bien des personnes, je voudrais dire aussi mon émotion et ma sympathie. Emotion et sympathie qui sont également celles de l'Eglise. Sans rien méconnaître de la complexité des réalités économiques, l'Eglise a toujours considéré le bien des personnes comme un bien supérieur au seul profit. C'est ce que le pape François a rappelé lors d'un discours prononcé le 25 mai dernier : « *Suivre les idoles du pouvoir, du profit, de l'argent au-dessus de la valeur de la personne humaine, est devenu la norme fondamentale de fonctionnement et un critère décisif d'organisation. On a oublié et on oublie encore à présent qu'au-dessus des affaires, de la logique et des paramètres de marché, il y a l'être humain et il y a quelque chose qui est dû à l'homme en tant qu'homme, en vertu de sa dignité profonde : lui offrir la possibilité de vivre de façon digne et de participer activement au bien commun* ».

Il faut souhaiter que puisse être prise en compte la situation des hommes et des femmes, de toutes ces familles qui vivent dans l'angoisse, l'attente d'un possible licenciement. Malgré le contexte difficile et douloureux que traversent nombre de pays, il est toujours possible de redonner une vraie place à l'éthique dans la réalité financière et économique. Le licenciement ne constitue pas la seule issue dans une situation de crise. Il y aurait tout intérêt à repenser les enjeux économiques en faisant droit aux personnes et au bien commun.

Sans l'ombre d'un doute, le chemin de la relance économique ne passe pas d'abord par les différentes places boursières mais par la place donnée aux hommes et aux femmes et par la volonté de promouvoir l'éminente dignité des travailleurs.

✠ Michel MOÛSSE
Evêque de Périgueux et Sarlat
Le 20 juin 2013